

# JEAN-CLAUDE TRICHET

Président du Conseil d'administration de l'Institut Bruegel et ancien président de la BCE

## 1. RISQUES DE BAISSSE DE LA CROISSANCE MONDIALE

Il est d'avis général que les augmentations des droits de douane récemment décidées et pré-annoncées par les États-Unis et les mesures de rétorsion probables des partenaires commerciaux (Chine) auront un effet déprimant sur l'économie mondiale.

Les politiques monétaires vont être moins accommodantes dans les économies avancées, non seulement aux États-Unis mais aussi en Europe, lorsque la sortie de conditions monétaires extrêmement favorables sera confirmée dès l'arrêt des achats nets de titres à la fin de l'année. Cette situation pourrait avoir des conséquences néfastes dans les pays émergents et en développement. Les conflits et les tensions géopolitiques dans de nombreuses régions du monde pourraient également nuire au maintien de la croissance mondiale.

Compte tenu de la situation générale, les risques déjà mentionnés, ajoutés à des tensions politiques exceptionnelles dans de nombreux pays, créent un élément d'incertitude défavorable au comportement des agents économiques, notamment en matière d'investissement et par conséquent pour la croissance mondiale.

## 2. RISQUES POUR LES FINANCES MONDIALES

Dix ans après la faillite de Lehman Brothers, nous avons constaté de nombreux points positifs et de nombreux points négatifs sur lesquels nous avons concentré notre attention. Les points négatifs restants sont notamment les suivants :

- En termes d'instabilité financière mondiale potentielle, le domaine du shadow banking et des activités non bancaires tient une place prépondérante. L'activité financière non bancaire est en forte hausse (environ 45 billions de dollars en 2016, avec une croissance supérieure à 7,5 %). Outre ce qui a déjà été réalisé par le Conseil de stabilité financière (CSF), il reste encore beaucoup à faire dans ce domaine.

- La question de l'inconduite reste à résoudre. Le CSF a effectué un travail important dans ce domaine au cours de ces dernières années, avec notamment sa future boîte à outils à l'intention des entreprises et des superviseurs pour l'utilisation de cadres de gouvernance destinés à atténuer les risques d'inconduite. Mais beaucoup de travail reste à faire.

- Les risques financiers associés aux actifs cryptographiques constituent également une question ouverte. Il est vrai que la valeur marchande combinée de ces actifs représente moins de 1 % du PIB mondial. Mais le marché continue à évoluer rapidement et passe des crypto-monnaies à une explosion de nouveaux « crypto-tokens ». La communauté internationale doit continuer à œuvrer de manière plus active pour discipliner ce domaine où la complaisance serait une grave erreur.

- Il est possible qu'une nouvelle crise économique et financière systémique soit déclenchée par la difficulté à contrer la prochaine récession cyclique, du fait de l'insuffisance de moyens des économies avancées en termes de politiques budgétaire et monétaire.

- Dernier point, mais non des moindres, la probabilité d'une crise économique et financière mondiale systémique due au niveau élevé de l'endettement financier global. L'encours mondial de la dette publique et privée, en proportion du



PIB, a continué à augmenter après la crise financière, à peu près au même rythme qu'avant la crise. C'est peut-être l'indicateur mondial le plus préoccupant aujourd'hui.